

Minorités, migrations et expérience ethnopolitique en Bulgarie

Blagovest Njagulov,

Historien, chargé de recherches à l'Institut d'histoire, Académie des sciences de Bulgarie



Les multiples minorités qui résident sur le territoire bulgare ne posent pas de problèmes particuliers. Au cours de son histoire, l'État bulgare a adopté, envers ses minorités, une politique qui a oscillé entre tolérance et contrôle accru.

Aujourd'hui, la politique clairement multiculturaliste est celle d'un véritable État démocratique. Cependant, les attaques de plus en plus vives envers le Mouvement des droits et des libertés – accusé d'être une "corporation ethnique" turque – tendent à montrer que tout ne se fait pas sans heurt. L'émergence du parti xénophobe et nationaliste Ataka en est la manifestation la plus visible.

Minorités et migrations

La Bulgarie contemporaine est un État national et multiethnique. Selon les données du dernier recensement, en 2001, la part des minorités – ou “groupes ethniques” – s’élève à 16,1 % de la population. Ce chiffre est en légère augmentation par rapport au recensement précédent – avec 14,3 % de la population en 1992 – mais sans grand changement dans une perspective historique plus longue : 16,8 % de la population, en 1926.

Les communautés turque et rrom représentent respectivement 9,4 % et 4,6 % de la population, tandis que les autres groupes minoritaires, peu nombreux, composent chacun moins de 0,2 % de la population⁽¹⁾. Tout comme l’histoire de la population bulgare majoritaire, la formation et l’évolution historique des communautés minoritaires en Bulgarie se sont accompagnées de processus migratoires.

La minorité turque

Les Turcs⁽²⁾ représentent la plus importante communauté minoritaire en Bulgarie depuis 1878. Ils sont issus soit de Turcs venus d’Asie et installés au cours de la domination ottomane, soit de populations turcophones assimilées – selon une hypothèse, l’origine des Turcs en Bulgarie du Nord-Est date d’avant l’époque ottomane. En 2001, 746 664 habitants furent recensés comme appartenant au “groupe ethnique turc”. À la fois minorité ethnique, religieuse – musulmane – et linguistique, par rapport aux Bulgares, les Turcs sont concentrés à l’Est de la Bulgarie, dans deux noyaux plus compacts – les régions autour des villes de Choumen et de Razgrad au nord, et de Kardzhali au sud.

La mise en place de l’État bulgare moderne en 1878 signala le renversement des rapports entre “gouverneurs” et “gouvernés” caractéristiques de l’époque ottomane. À partir de ce moment, un certain nombre de stéréotypes négatifs cristallisent les relations entre la minorité turque et la population majoritaire bulgare. Le plus courant de ces stéréotypes est associé au discours national, qui présente le monde ottoman comme une “antithèse” du réveil national bulgare et de la modernisation : ce discours assimile la population turque au monde ottoman. Effectivement, après quelques manifestations de résistance armée et les départs massifs pendant les premières années ayant suivi la constitution de l’État bulgare, les Turcs de Bulgarie ont fini par constituer une population de petits propriétaires ruraux et urbains, forte de son ancrage dans une vie sociale traditionnelle et de sa résistance aux tentatives de modernisation et d’assimilation. Cette

situation de minorité marginalisée dans un État dominé par les Bulgares orthodoxes et lui-même en cours de modernisation a provoqué une émigration importante ; depuis 1879, 450 000 départs environ furent observés – pour l'Empire ottoman – et, entre 1923 et 1944, 130 000 de plus – cette fois, pour la Turquie devenue républicaine.

Pendant la période communiste, les Turcs font l'objet d'une politique de modernisation accélérée, de mesures positives et de privilèges culturels, mais également d'assimilation forcée. Dans ces conditions, les migrations se poursuivent par vagues. Les départs ont eu lieu à trois reprises : en 1950 et 1951, où près de 155 000 Turcs quittent la Bulgarie ; de 1968 à 1978, au moment où des accords bilatéraux favorisent le départ de 70 000 personnes ; enfin, pendant l'été 1989, lorsque près de 370 000 Turcs émigrent à la suite de la campagne d'assimilation entre 1984 et 1989 : 215 000 d'entre eux s'établiront définitivement en Turquie.

La crise économique accompagnant la période de transition vers la démocratie et l'économie de marché après 1989 a vu l'émigration de la population turque reprendre, mais cette fois-ci plus uniquement vers la Turquie. Pendant la période entre 1990 et 1993, le nombre d'émigrés représenta 140 000 personnes.

En dépit de ces flux migratoires considérables qui affaiblirent la communauté turque, l'identité culturelle des Turcs de Bulgarie a été sauvegardée, voire renforcée. Plusieurs facteurs y ont contribué : le taux élevé de natalité, l'endogamie, le conservatisme, les institutions communautaires : écoles, mosquées, organisations, etc. Ainsi, la présence turque reste-t-elle perceptible dans la structure démographique du pays.

La minorité rom

Les Rroms⁽³⁾ constituent le deuxième “groupe ethnique” de Bulgarie, par leur importance numérique. Selon le recensement de 2001, leur nombre s'élève à 370 908. Beaucoup d'entre eux préférant se déclarer comme non-Rroms dans les recensements – Bulgares, Turcs ou Roumains –, ces chiffres sont certainement en deçà de la réalité. La présence des Rroms remonte à l'époque de l'État bulgare médiéval, aux XIII^e et XIV^e siècles. Les migrations se sont poursuivies sous l'Empire ottoman et lors des grandes migrations, qui démarrent avec l'abolition de l'esclavage des Rroms en Valachie et en Moldavie, en 1856.

De fait, ce “peuple sans État” n'est pas une ethnie homogène. Il est caractérisé par un taux élevé de natalité, par l'espérance de vie la plus faible et par une faible intégration sociale, tout en faisant l'objet de stéréotypes négatifs et de discrimination,

comme dans d'autres pays. La marginalisation sociale et l'appauvrissement des Roms se sont aggravés avec les échecs économiques de la transition démocratique. Cet état de faits a augmenté la fragilité sociale des Roms et engendré une émigration importante vers l'Europe occidentale, ce qui a permis d'attirer sur leur situation l'attention des pays concernés et celle de plusieurs organisations internationales.

Minorités bien intégrées

La présence des Arméniens⁽⁴⁾ – 10 832 personnes – et des Juifs⁽⁵⁾ – 1 363 individus – en Bulgarie est attestée avant le début de l'histoire de l'État bulgare médiéval, au VII^e siècle. Les premières informations sur les Arméniens datent du V^e siècle. Des migrations de l'Arménie vers les terres bulgares ont eu lieu pendant le Moyen Âge, mais les vagues migratoires massives ont démarré dès le XVII^e siècle. Des réfugiés se sont établis en Bulgarie à la suite des persécutions dans l'Empire ottoman – notamment après les pogroms anti-Arméniens entre 1894 et 1896 et après la défaite de la Grèce au cours de la guerre grecoturque de 1919-1922.

La communauté actuelle des Russes est bien intégrée dans la société bulgare, où la russophobie n'a pas de racines profondes.

De leur côté, les Juifs de Bulgarie sont issus de trois groupes historiques et culturels : les Romaniotes, de culture grecque, se sont dispersés et sont aussi allés dans les Balkans à la suite des persécutions de l'Empire romain en 70 ; les Juifs ashkénazes sont arrivés d'Europe centrale à partir du XI^e siècle, au cours des croisades ; et les Séfarades (ou Sépharades), de culture espagnole, les plus nombreux, ont trouvé asile dans l'Empire ottoman après avoir été chassés de la péninsule Ibérique en 1492. À la différence des Arméniens, le nombre de Juifs en Bulgarie a considérablement diminué en raison de la vague migratoire de 1948 et 1949, lorsque 32 000 d'entre eux sont partis au moment de la création de l'État d'Israël. Dotées d'une culture, d'une langue et d'une religion millénaire très spécifiques, les communautés arménienne et juive en Bulgarie ont sauvé leurs identités collectives par l'intermédiaire de nombreuses institutions et activités culturelles. Engagées dans les problèmes de leurs diasporas et dans les difficultés liées au rétablissement de leurs États, ces communautés essentiellement urbaines se sont

intégrées sans difficultés dans la société bulgare. Cette intégration réussie a été favorisée par la perception d'un destin commun, dans le cas des Arméniens et des Bulgares, en ce qui concerne les luttes d'émancipation face à l'Empire ottoman, ou encore par l'absence d'antisémitisme prononcé dans la société bulgare – qui s'est exprimée lors du sauvetage des Juifs bulgares de l'Holocauste, en 1943.

Le “groupe ethnique” des Russes⁽⁶⁾ – 15 595 individus – provient de quelques mouvements migratoires de l'aire russe et de l'Union soviétique au cours des deux derniers siècles. Suivant un ordre chronologique, ce sont tout d'abord des descendants de Russes *starobredtsi*⁽⁷⁾ qui se sont installés dans deux villages du Nord-Est de la Bulgarie au début du XIX^e siècle ; puis des vétérans de l'armée russe, restés en Bulgarie après la guerre russo-turque de 1877-1878 ; ensuite, de “l'émigration blanche”, formée pendant les années vingt après la défaite de l'Armée blanche au cours de la guerre civile en Russie ; enfin, d'émigrants soviétiques ou postsoviétiques. La communauté actuelle des Russes est bien intégrée dans la société bulgare, où la russophobie n'a pas de racines profondes.

Le cas des Bulgares musulmans dits “Pomaks”

Selon le recensement de 2001, la Bulgarie est composée de 82,6 % d'orthodoxes, de 12,2 % de musulmans, de 0,6 % de catholiques, de 0,5 % de protestants, de 0,1 % d'Arméno-grégoriens, etc. Si l'on parle de l'identité des communautés religieuses, les Bulgares musulmans – appelés également “Pomaks” ou “musulmans bulgarophones”⁽⁸⁾ – occupent une position à part. C'est une population d'environ 200 000 personnes, de langue bulgare et de religion musulmane, vivant essentielle-

La politique de l'État bulgare visait à l'intégration des Pomaks dans la nation ethnonationale.

ment dans la montagne des Rhodopes, du Pirin au Sud et au Nord de Stara Planina. L'origine des Pomaks est liée à l'influence prolongée de l'islam et de la culture musulmane dans les Balkans. Le système administratif ottoman des *millets* – communautés religieuses – a favorisé l'assimilation entre musulmans et Turcs, même après la fin de la domination de l'Empire ottoman. L'appartenance culturelle de cette communauté laisse toujours perplexe ; doivent-ils être identifiés uni-

quement comme musulmans, rattachés aux Bulgares – à cause de la langue – ou bien aux Turcs – par la religion –, ou alors à une identité ethno-religieuse, se tenant à distance égale des options bulgare et turque ?

La politique de l'État bulgare visait à l'intégration des Pomaks dans la nation ethnationale ; mais en réalité, cette politique, vulnérable par ses méthodes souvent contraignantes, a renforcé l'isolement de la communauté dominée par le conservatisme. Ainsi, l'histoire des Pomaks en Bulgarie était plus proche de celle des Turcs, y compris par leur choix d'émigrer en Turquie – même si la proportion des départs est beaucoup plus limitée que celle des Turcs.

Expérience ethnopolitique

En 1932, le Français André Girard conclut sa thèse de doctorat en droit, consacrée aux minorités en Bulgarie, par le constat suivant : *“Le régime appliqué en Bulgarie aux minorités nationales, régime éminemment favorable à celles-ci, trouve son appui non pas tant dans la lettre des traités que dans la mentalité du peuple bulgare.”*

Il cherche à expliquer cette mentalité de “tolérance” et de “libéralisme” non pas tant par un certain héritage issu de “l'indifférence” de l'Empire ottoman à l'égard des chrétiens, que par *“une pitié instinctive des masses nées de ce destin tragique que fut celui du peuple bulgare tout au long de son histoire”*⁹⁾.

À l'époque des nationalismes triomphants en Europe, cette constatation d'un représentant de la France, puissance “victorieuse” de la Grande Guerre, est très flatteuse pour la Bulgarie, pays “vaincu”. Cependant, elle ne pourrait pas épuiser toute la diversité de l'expérience ethnopolitique en Bulgarie, entre la naissance de l'État bulgare moderne en 1878 et notre époque.

Sans sous-estimer le rôle de la mentalité et les traditions favorables à la coexistence interethnique, la législation et la politique à l'égard des minorités en Bulgarie¹⁰⁾ ont également été déterminées par la conception d'un État unitaire ethnographique, adopté après l'émancipation de l'Empire ottoman.

Dans le cas bulgare, la nation ethnographique a fait l'État-nation et, inversement, l'État a consolidé cette nation qui s'identifiait avant tout à la communauté de langue bulgare et à la religion chrétienne orthodoxe. Par ailleurs, bien que plus lentement, une communauté englobant tous les ressortissants bulgares – y compris les minorités – a commencé à se former depuis l'apparition de l'État moderne.

Le modèle national bulgare, depuis 1878, n'a pas nié, à quelques exceptions près, la diversité ethnographique et religieuse. Celle-ci a toujours été plus ou moins reconnue au niveau constitutionnel¹¹⁾. Néanmoins, pendant certaines périodes, les actions

gouvernementales ont eu des visées assimilationnistes à l'égard de certaines communautés et ont provoqué une émigration forcée.

La période des nationalismes

Pendant la période moderne et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale – entre 1878 et 1944 –, la politique de la Bulgarie à l'égard des minorités intérieures a oscillé entre la reconnaissance d'une autonomie officielle et l'établissement d'une pression et d'un contrôle croissants sur les groupes minoritaires. À cette époque, les priorités politiques des gouvernements bulgares ont surtout été dictées par des intérêts extérieurs, qui visaient à préserver la présence de communautés bulgarophones hors des frontières de l'État et à légitimer ainsi des revendications territoriales d'unification nationale. L'absence de tensions ethniques à l'intérieur de la Bulgarie a favorisé l'adoption d'une politique définie en fonction des problèmes rencontrés par les minorités bulgares dans les États voisins. C'est le cas des relations de la Bulgarie avec la Roumanie ou avec la Grèce et concernant leurs minorités réciproques⁽¹²⁾.

Le désir des élites bulgares de limiter – voire d'éliminer – l'héritage de l'Empire ottoman en se tournant vers l'Occident pendant le processus de la modernisation a influencé la politique à l'égard des minorités musulmanes, porteuses de caractéristiques linguistiques et religieuses ainsi que de symboles ottomans – la tenue, les noms, etc.. C'est à travers ce prisme, mais également dans le contexte des nationalismes et des tensions dans les Balkans, que l'on peut expliquer les efforts de l'État bulgare pour distinguer les Pomaks de la minorité turque et les tentatives pour les affilier aux Bulgares orthodoxes, comme la conversion forcée en 1912 et 1913 – abrogée l'année suivante – ainsi que les mesures prises à partir de 1942 pour bulgariser les noms de ces musulmans. C'est aussi dans ce contexte que l'État bulgare cherche à parer l'influence de la Turquie kémaliste sur la communauté turque de Bulgarie à partir de 1934.

Les échecs de l'unification nationale et les frustrations subies après les deux guerres balkaniques – en 1912 et 1913 – et la Première Guerre mondiale ont renforcé les expressions du nationalisme bulgare. Les relations internationales ont aussi influencé la politique à l'égard des minorités, comme ce fut le cas avec la législation et certaines mesures antisémites adoptées en Bulgarie à l'instar de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, la participation de la Bulgarie au Pacte tripartite, de 1941 à 1944, n'était pas suffisante pour imposer à Sofia la déportation des Juifs et ressortissants bulgares dans les camps nazis. En 1943, le roi Boris III renonce rapidement au projet de déportation

des Juifs par le gouvernement, après un mouvement d'opposition englobant les communistes, les partis traditionnels, les intellectuels, l'Église orthodoxe et même certains députés gouvernementaux⁽¹³⁾. Pour situer l'expérience ethnopolitique de la Bulgarie à l'époque des nationalismes dans une perspective comparative, il importe de citer un autre Français. En 1930, Georges Desbons, avocat et docteur en droit, illustre un chapitre de son livre consacré à la Bulgarie par la phrase suivante : *“La Bulgarie est la nation balkanique qui respecte le mieux les droits sacrés des minorités religieuses et ethniques.”*⁽¹⁴⁾

La période du régime communiste

Pendant la période communiste, les priorités de la Bulgarie changent et les intérêts de l'État à l'égard des minorités sont déterminés par des nécessités de politique intérieure. Cela s'explique non seulement par les nouvelles conditions imposées pendant la Guerre froide, lorsque la protection des minorités était subordonnée à la philosophie de la protection des droits de l'homme, mais également par la politique de l'État socialiste, qui variait de la reconnaissance des minorités à leur assimilation⁽¹⁵⁾. Les repères contradictoires de la politique des communistes bulgares sont la reconnaissance – motivée surtout par des facteurs extérieurs – d'une minorité fictive, les Macédoniens, entre 1946-1948, et la négation d'une minorité réelle, les Turcs, entre 1984 et 1989.

L'instauration du gouvernement procommuniste en 1944 a correspondu aux slogans de libération sociale et nationale et mené à la reconnaissance de la diversité culturelle. C'était une reconnaissance en termes ethniques et non religieux car, dans l'optique idéologique du régime, toutes les religions, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires, étaient opprimées. En ce qui concerne la reconnaissance d'une minorité macédonienne par les autorités communistes bulgares en 1946 – la minorité est enregistrée lors des deux recensements successifs –, c'est le résultat d'une brève politique de “macédonisation” forcée, dans la région de la Macédoine de Pirin, lors des négociations bulgare-yougoslaves pour une fédération.

Les droits et les libertés concernant la langue et la culture des minorités devaient attacher ces dernières au nouveau régime, tout comme les mesures de modernisation de la société bulgare par l'industrialisation, l'urbanisation et l'émancipation des femmes, toutes adoptées simultanément, devaient aider l'intégration de ces minorités dans la société. L'alphabétisation et la formation d'une intelligentsia par l'accès à l'enseignement, ainsi que les efforts de développement d'une écono-

mie régionale ont touché particulièrement les communautés turque, pomak et rrom. Les populations nomades ont été sédentarisées à la fin des années cinquante. À partir de 1956, c'est-à-dire à la fin du modèle du socialisme stalinien, les communistes bulgares développent un discours visant à établir une politique à vocation interne pour renforcer la cohésion de la nation et ils appliquent celle-ci de plus en plus. La politique de reconnaissance de la diversité ethnique est modifiée dans un premier temps : on restreint d'abord puis on nie les droits des minorités. Les changements forcés des noms musulmans des Pomaks – entre 1962 et 1964 puis entre 1971 et 1974 –, et ceux des Turcs – entre 1984 et 1985 – sont les manifestations les plus évidentes de la politique d'assimilation des minorités par le régime communiste. Ce processus, dit “processus de régénération”, est fondé sur l'idée que tous les musulmans ont une origine bulgare, et s'accompagne de mesures niant l'identité culturelle de ces communautés. Cela a abouti à leur résistance et à l'émigration en masse des Turcs bulgares en Turquie, autorisée par les gouvernants pendant l'été 1989.

On cherche toujours les raisons qui ont motivé cette campagne de 1984 à 1989, point culminant de la politique d'homogénéisation de la société. Parmi les causes le plus couramment invoquées, émergent quelques explications : d'abord les tensions entre, d'un côté, les efforts du régime pour moderniser la communauté turque et, de l'autre, le conservatisme de cette population ; ou bien, tout simplement, la crainte face à l'accroissement démographique des Turcs ; la peur de l'influence du fondamentalisme islamique et celle d'une politique annexionniste de la Turquie, alimentée par la crise chypriote de 1974. On met en évidence également la crise économique en Bulgarie au cours des années quatre-vingt et les tentatives des gouvernants en vue d'atteindre un consensus national grâce à l'appui du nationalisme des Bulgares orthodoxes. Les conséquences intérieures et internationales du processus d'assimilation des Turcs ont accéléré la chute du régime communiste.

La période de la démocratisation

Depuis le tournant politique en novembre 1989 et le début de la démocratisation, la Bulgarie a réussi à éviter les risques d'une confrontation interethnique qui aurait pu suivre la campagne d'assimilation de la minorité turque et qu'on a pu observer dans l'espace des Balkans occidentaux. En fait, la préservation de la paix ethnique, souvent évoquée comme la meilleure réussite de la transition démocratique bulgare, s'est effectuée d'une manière un peu paradoxale.

Au cours des années quatre-vingt-dix, la Bulgarie a adopté progressivement les textes internationaux sur les droits de l'homme et des minorités. Cependant, face au contexte national qui a suivi la campagne d'assimilation et à celui des Balkans, accablé de contradictions historiques et actuelles, la politique de l'État bulgare à l'égard des minorités, au cours de la transition démocratique, a été plus réticente, plus hésitante et plus prudente, en comparaison avec les politiques d'autres pays post-communistes.

L'absence de conflits interethniques n'appelait pas de mesures urgentes en faveur des droits des minorités. Les protestations, pendant l'hiver 1989-1990, des Turcs et des musulmans demandant le rétablissement de leurs noms, et celles des Bulgares, mécontents des difficultés subies à cause de l'émigration en masse de la population turque, se sont déroulées sous une forme pacifique. Le rétablissement des noms musulmans, celui du droit à une culture ethnique, du droit d'association et d'expression, l'amnistie des victimes des répressions, la résolution du problème du logement des émigrés turcs revenus en Bulgarie et d'autres mesures gouvernementales ont normalisé les relations interethniques. Grâce aux démarches des représentants politiques de la minorité turque, l'enseignement de la langue maternelle a été introduit comme matière facultative dans les écoles en 1991 et intégré dans le cadre de l'enseignement choisi obligatoirement au plan scolaire en 2002. La promotion des cultures ethniques était auparavant une préoccupation des minorités elles-mêmes et qu'elles assumaient sans le financement de l'État.

La marginalisation sociale et la pauvreté croissante des Rroms, un problème plus social que minoritaire, sont restées longtemps une préoccupation secondaire de l'État. Le refus des gouvernants de reconnaître une minorité macédonienne et ses protagonistes politiques s'est fondé sur la conception dominante d'une identité macédonienne comme identité régionale, et sur le refus des revendications séparatistes du parti des Macédoniens⁽¹⁶⁾.

Les pressions extérieures pour une politique minoritaire plus ouverte de l'État bulgare ont manqué également. La Turquie était réticente à l'égard de la problématique des minorités à cause de sa propre politique restrictive concernant les droits de l'homme et des minorités. Les rapports interethniques en Bulgarie ne nécessitaient pas une intervention des institutions internationales. Pourtant, peu de temps après la ratification, en 1999, de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe, l'État bulgare s'est orienté plus clairement vers le multiculturalisme – la promotion des langues et des cultures minoritaires, le financement d'actions en faveur des minorités –, ainsi que vers une politique d'intégration sociale des Rroms. Par ailleurs, les minorités bulgares dans les pays voisins n'étaient pas nombreuses, à cause des processus d'émigration ou

d'assimilation, et n'engendraient pas de conflits interethniques. L'intérêt de l'État et de la société en Bulgarie à l'égard de ces communautés s'est accru depuis 1989, mais la politique nationale dans ce domaine n'était pas clairement formulée⁽¹⁷⁾.

Le modèle ethnique bulgare

Le modèle ethnique bulgare⁽¹⁸⁾ a ses racines dans les traditions de coexistence interethnique et trouve ses fondements dans les efforts de rendre compatible le caractère national de l'État avec le caractère multiculturel de sa population. Le danger potentiel d'un conflit ethnique a été surmonté faute de l'existence d'une base idéologique pour un tel conflit et grâce à une volonté politique commune. La marginalisation politique du nationalisme ethnique radical de la part de la minorité la plus nombreuse – les Turcs – et de la part de la majorité – les Bulgares – a été la condition principale pour le succès politique du modèle bulgare, pendant la période de la transition vers la démocratie.

C'est l'expérience actuelle concernant la représentation politique des minorités qui apparaît la plus spécifique du modèle bulgare. Le paradoxe à cet égard réside dans la contradiction formelle qui existe entre le sens libéral de la Constitution de 1991 et la pratique de la politique multiculturelle : la Constitution interdit en effet la formation de partis politiques sur une base ethnique ; or la politique multiculturelle donne à un parti d'origine ethnique issu de la communauté turque – le Mouvement des droits et des libertés, MDL, ou DPS, en bulgare – la possibilité de prendre part à la vie politique. L'interdiction constitutionnelle de partis ethniques et la modération politique du DPS, exemple de parti ethnopolitique qui s'adapte⁽¹⁹⁾, déterminent la tendance de ce parti de la minorité turque à se transformer en parti national d'orientation libérale. L'égale satisfaction de la démocratisation chez les communautés bulgare et turque prouve l'influence positive du DPS sur la consolidation de la démocratie en Bulgarie⁽²⁰⁾.

Cependant, le modèle ethnique bulgare porte ses propres problèmes, qui représentent le revers de la médaille. L'opposition au parti minoritaire s'est radicalisée après l'entrée de celui-ci dans le gouvernement en 2001 puis en 2005. L'apparition médiatique et parlementaire du parti politique Ataka en 2005 a introduit sur la scène politique bulgare une rhétorique xénophobe. Selon une opinion très répandue, le DPS s'est transformé en corporation ethnique en monopolisant le vote de la minorité turque, et son influence sur le gouvernement du pays s'est étendue plus rapidement que sa capacité à mobiliser un électorat national. Le tourisme électoral en Bulgarie des immigrés, citoyens bulgares en Turquie, et leur vote unanime en faveur du parti minoritaire agacent de plus en plus la majorité de la population bulgare et les autres forces politiques. En outre, le DPS

devient un exemple pour les Roms, qui réussissent aussi à obtenir leurs propres représentants politiques au niveau du pouvoir local. L'achat des votes en période électorale est une pratique très courante parmi l'électorat Rrom, notamment, en raison de la marginalisation sociale de cette population. Bien que les risques d'ethnicisation du système politique ne soient pas surmontés, en comparaison avec les autres pays ex-communistes dotés de minorités nombreuses – Roumanie,

Notes

1. Natsionalen statisticheski institut, *Naselenie kam, 01.03.2001, po oblasti i etnicheska grupa*. Voir le site de l'Institut national des statistiques : <http://www.nsi.bg/Census/Census.htm>.
- Lire, dans les publications de synthèse sur les minorités en Bulgarie : Krasteva, 1998 ; Karahasan-Tchanar, 2005 ; Natsionalen savet za sutrudnichestvo po etnicheskite i demograskite vaprosi, *Etnicheskite maltsinstva v Balgariya*, voir le site Internet : http://www.nccedi.government.bg/save_pdf.php?id=247.
- Voir les publications des chercheurs français sur le thème : Billaut, *in* Roux, 1992, pp. 93-104.
2. Gruev et Kalyonski, 2008 ; Maeva, 2006. Et les publications des chercheurs français : Lory, 1996, pp. 130-131 ; Popovic, 1986, pp. 381-416.
3. *Sotsialnata integratsiya na romite v balgarskoto obshtestvo*, Institut po sotsiologiya, Sofiya, 2007 ; Pamporov, 2006 ; Marushiakova, 2000 ; Tomova, 1995.
4. Mitseva, *Armentsite v Balgariya, kultura i identichnost et Bulgari i armentsi zaedno prez vekovete*, 2001.
5. *Obrecheni i spaseni. Balgariya v antisemitската politika na Tretiya rayh. Izsledvaniya i dokumenti*, Sofiya, 2007 ; Baruh, 2000 ; Vasileva, 1992 ; Chary, 1972.
6. Anastasova, 1998.
7. C'est une communauté orthodoxe, restée fidèle au rite ancien – *star obred* – après le schisme ecclésiastique en Russie au XVII^e siècle.
8. Gruev et Kalyonski, *op. cit.* ; Gruev, 2003.
9. Girard, André, 1932, pp. 183-203.
10. Outre les publications citées concernant les différentes minorités, voir une synthèse sur le thème : Kanev, *in* Krasteva, 1998, pp. 55-94.
11. Pour les textes des constitutions bulgares de 1879, 1947, 1971 et 1991, voir : *Balgarski Konstitutsii i konstitutsionni proekti*, Sofia, 1990.
12. L'histoire des Valaques – 10 566 en 2001 –, des Roumains – 1 088 –, et des Grecs – 3 408 – en Bulgarie, tout comme l'histoire des Bulgares en Roumanie et en Grèce, est le fruit de ces relations de réciprocité. Ces histoires confirment la "règle" selon laquelle "rester signifiait accepter l'assimilation, tandis qu'émigrer signifiait sauvegarder son identité culturelle".
13. Sous la pression allemande, les Juifs de Macédoine du Vardar et de la Thrace égéenne, ex-territoires yougoslaves et grecs rattachés à la Bulgarie en 1941 sous le statut "occupation et administration", sont déportés dans les camps de la mort.
14. Desbons, Georges, 1930, pp. 293-311.
15. Krasteva, *in* *Ot etnichnost kam migratsia*, Sofiya, 2004, pp. 39-43.
16. Le cas des Macédoniens – 5 071 individus – est un objet fréquent d'ignorance ou de spéculation politique. En réalité, l'identité macédonienne en Bulgarie aujourd'hui s'explique par la montée d'un régionalisme, alimenté par un traumatisme historique, plutôt que par un réel nationalisme – car les différences culturelles entre Bulgares et Macédoniens ne sont pas tant objectives que subjectives.
17. Njagulov, 1999, pp. 237-251 ; Njagulov, *in* Krasteva, *op. cit.*, 1998, pp. 331-352.
18. Le terme "modèle ethnique bulgare" désigne, dans un sens analytique, l'expérience spécifique de la Bulgarie en ce qui concerne le gouvernement des problèmes minoritaires. Voir : Krasteva, *op. cit.*, 1998 ; Mitev, *in* *Etnicheskoto mnogooobrazie v obenyavashata se Evropa*, 2005, pp. 5-25 ; Kertikov, dans *Penser l'Europe ; Religion and European Culture*, séminaire international, 3^e éd., Bucarest, 2004, pp. 120-126.
19. Voir Ishiyama, 1998, pp. 21-50.
20. Ishiyama, 2001, n° 3, pp. 25-45.

Références bibliographiques

- Tanastasova, Ekaterina, *Nekrasovitsite v Balgariya, mit, istoriya, identichnost*. Sofiya, 1998.
- Baruh, Emi, *Evreite po balgarskite zemi. Rodova pamet i istoricheska sudba*, Imir (International Center of minority studies and intercultural relations), Sofiya, 2000.
- Billaut, Micheline, "Singularité des problèmes de minorités en Bulgarie", in Roux, Michel, *Nation, État et territoire en Europe de l'Est et en URSS*, L'Harmattan, Paris, 1992.
- Chary, Frederick B., *The Bulgarian Jews and the Final Solution, 1940-1944*, University of Pittsburgh Press, 1972.
- Desbons, Georges. *La Bulgarie après le Traité de Neuilly*, Marcel Rivière, Paris, 1930.
- Girard, André, *Les Minorités nationales ethniques et religieuses en Bulgarie*, Paris, 1932.
- Gruev, Mihail, *Mezhdurpetoluchkata i polumesetsa. Bulgarite myusulmani i politicheskiyat rezhim, 1944-1959*, Sofia, 2003.
- Gruev, Mihail ; Kalyonski, Aleksey, *Vazroditelniyat protses : Myusulmanskite obshtnosti i komunisticheskiyat rezhim*, Sofia, 2008.
- Ishiyama, John ; Breuning, Marjike, *Ethnopolitics in the New Europe*, Boulder, London, 1998.
- Ishiyama, John, "Ethnopolitical parties and democratic consolidation in post-communist Eastern Europe", in *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 7, 2001, n° 3.
- Kanev, Krassimir, "Law and Politics on Ethnic and Religious Minorities", in Krasteva, Anna (dir.), *Communities and Identities in Bulgaria*, Petekston, Sofia, 1998.
- Karahasan-Tchanar, Ibrahim., *Etnicheskite maltsinstvo v Balgariya, istoriya, religuya, kultura, obreden kalendar*, LIK, Sofia, 2005.
- Kertikov, Kiril, "Le modèle ethnique bulgare : formation et évolution", *Penser l'Europe ; Religion and European Culture*, séminaire international, 3^e éd., Bucarest, 2004.
- Krasteva, Anna, *Communities and Identities in Bulgaria*, Petekston, Sofia, 1998 ; Longo Editore, Ravenna, 1999.
- Krasteva, Anna, "Balgarskata etnicheska politika", in *Ot etnichnost kam migratsia*, Sofiya, 2004.
- Lory, Bernard, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Ellipses, Paris, 1996.
- Maeva, Mila, *Balgarskite turtsi, preselmitsi v Republika Turtsiya. Kultura i identichnost*, Sofiya, 2006.
- Marushiakova, Elenan ; Popov, Veselin, *Tsiganite v Osmanskata imperiya*, Sofiya, 2000.
- Mitev, Petar-Emil, "Balgarskiyat etnicheski model, problematizirano postizhenie v odedinyavashta se Evropa", in *Etnicheskoto mnogoobrazie v obenyavashta se Evropa*, Sofiya, 2005.
- Mitseva, Evgeniia, *Armentsite v Balgariya, kultura i identichnost*. Sofiya, 2001 ; *Bulgari i armentsi zaedno prez vekovete*, Sofiya, 2001.
- Njagulov, Blagovest, "Pravitelstvenata politika spryamobalgariite zad granitsa", in *120 godini izpalnitelna vlast v Balgariya*, Sofiya, 1999.
- Njagulov, Blagovest ; Milanov, Emil, "Bulgarian Communities beyond the Bulgaria's International Borders", in Krasteva, Anna, in Krasteva, Anna, *Communities and Identities in Bulgaria*, Longo Editore, Ravenna, 1998.
- Pamporov, Alexey, *Romskoto vsekidnieve v Balgariya*, Sofiya, 2006.
- Popovic, Alexandre, *Les Turcs de Bulgarie, 1878-1985*, Cahiers du monde russe et soviétique, vol. 27, 1986.
- Tomova, Ilona, *Tsiganite v prehodniya period*, Sofiya, 1995.
- Vasileva, Boika, *Evreite v Balgariya 1944-1952*, Sofiya, 1992.